



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

AFFRONTEMENTS AU PROCHE-ORIENT Il n'y a pas de paix possible dans le capitalisme

L'illusoire "processus de paix" au Proche-Orient mis en place depuis les accords d'Oslo en septembre 1993 a aujourd'hui volé en éclats à la face du monde. Déjà plus de 130 morts et 4000 blessés, tel est le bilan provisoire et actuel des affrontements entre les populations palestiniennes et l'armée israélienne depuis le 28 septembre.

Une fois de plus, le Proche-Orient se retrouve à feu et à sang, même si les conflits sanglants n'ont jamais véritablement cessé depuis cinquante ans dans cette région du monde.

Il n'y a pas de paix possible dans le capitalisme. Le CCI l'a toujours affirmé haut et fort.

Ainsi, dans RI n° 227 (octobre 1993), au lendemain de la première poignée de mains "historique" entre Arafat et les dirigeants israéliens, nous écrivions déjà : "Il n'y a jamais et il n'y aura jamais de paix dans cette société-là (...). Il en adviendra des promesses qui nous

sont faites au Proche-Orient exactement comme il en a été du "nouvel ordre mondial" dont la guerre du Golfe devait annoncer l'accouchement : des tueries à la yougoslave, à la somalienne, ou à la géorgienne en suite ininterrompue."

Les médias nous racontent que tout cela serait simplement la faute au fanatisme religieux et au climat d'intolérance réciproque entre deux communautés, alors que les grandes puissances déploieraient tous leurs efforts pour rechercher la paix. Quelle hypocrisie ! La paix, au Moyen-Orient comme ailleurs, n'est que mensonge et mystification dans le monde capitaliste. Ce que cherchent les Etats-Unis, ce n'est pas la paix, c'est la préservation de leur domination impérialiste sur la région ; ce que cherchent les autres grandes puissances, France en tête, ce n'est pas non plus la paix, c'est la défense de leurs intérêts impérialistes qui passe par la contesta-

tion des positions américaines. Une fois de plus, ce sont les populations locales, comme dans les Balkans ou en Afrique, qui sont prises en otage par des règlements de compte entre les différentes bourgeoisies. Ce sont elles qui non seulement sont les premières victimes de ces tueries mais qui sont aussi happées, embrigadées et enrôlées dans le monstrueux engrenage guerrier par les différentes cliques impérialistes et nationalistes en présence. Et, parmi ces populations, se trouvent des fractions importantes du prolétariat.

Au Proche-Orient, il y a des millions de prolétaires à qui un sort tragique est réservé. Parmi eux, les ouvriers vivant dans les territoires occupés, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza qui sont soumis à des conditions d'exploitation particulièrement effroyables dans une région où le taux de chômage avoisine ou dépasse les 50%. Pour échapper à la misère des crève-la-faim et faire vivre

leur famille, en tant que travailleurs migrants et pour des salaires dérisoires, ils sont bien entendu les premières victimes de la mitraille de la soldatesque israélienne, des "bouclages" réguliers des territoires, des contrôles et des fouilles de l'armée aux "check points" qui les contraignent à des attentes interminables ajoutées à la longueur et à la fatigue du trajet entraînant fréquemment des journées de 16 heures, quand ils n'arrivent pas trop tard pour être embauchés. Mais ils subissent aussi et tout autant l'exploitation et répression de leur bourgeoisie nationale sous la férule policière de l'Autorité palestinienne qui les parque dans leur misère, réprime leur révolte et les utilise avant tout comme chair à canon, alors que la plupart de leurs enfants, enrôlés dès qu'ils ont une dizaine d'années, voire avant, dans l'Intifada ou dans les fractions palestiniennes combattantes, sont exposés à une mort précoce.

Ces prolétaires n'ont absolument rien à gagner à se laisser embarquer derrière leur bourgeoisie nationale pour la création d'un Etat palestinien qui les maintiendra dans les mêmes conditions d'exploitation féroce, de misère, de répression et ils continueront de plus belle à servir de chair à canon. Le combat illusoire qu'on leur propose pour une libération nationale ou pour une prétendue "cause arabe" n'est pas le leur, n'est pas celui de leur classe. Quant aux prolétaires israéliens, ils doivent rejeter de la même façon et avec la même force l'union sacrée guerrière avec leur bourgeoisie.

Malgré les difficultés de cette situation, leur seule façon de témoigner entre

eux leur solidarité de classe, c'est de refuser l'engrenage guerrier que le capitalisme leur impose, c'est de rester à l'écart de la défense d'un camp nationaliste ou de l'autre qui les mène au massacre et de lutter pied à pied, là où ils le peuvent, contre les conditions de vie que leur impose leurs propres exploiters.

La guerre est le mode de vie permanent du capitalisme décadent qui n'offre pas d'autre perspective que l'enfoncement de régions entières avec leur population dans un chaos sanglant et dans la barbarie guerrière. Le capitalisme n'a pas d'autre issue. Seule la lutte du prolétariat parce qu'elle n'a pas de patrie à défendre, parce qu'elle doit se développer à l'échelle internationale et porte en elle l'abolition du cadre bourgeois des nations et des frontières, peut apporter une réponse aux contradictions que le capitalisme est incapable de résoudre et mettre un terme aux affrontements meurtriers entre nations.

Mais cette perspective ne peut se faire jour sans l'intervention décisive du prolétariat des pays centraux du capitalisme. Celui-ci à aujourd'hui la responsabilité fondamentale de montrer, par le développement de ses luttes sur son terrain de classe, le chemin aux autres prolétaires du monde entier : se battre contre les attaques économiques de ses conditions de vie que lui fait subir le capitalisme à travers chaque bourgeoisie nationale et chaque gouvernement. Plus que jamais, c'est le développement international de la lutte ouvrière qui conditionne l'avenir de l'humanité.

H (28 octobre)

"RÉVOLUTION" EN SERBIE ?

Une victoire de la bourgeoisie, pas de la classe ouvrière

L'élection présidentielle en Serbie et les événements qui l'ont suivie ont été l'occasion pour la bourgeoisie occidentale de développer un nouvel épisode tonitruant de sa campagne à la gloire de la démocratie. Reprenant avec délice les slogans de la population serbe exigeant le départ de Milosevic, sanguinaire dictateur, la classe dominante des pays développés a trouvé là une occasion en or pour vanter une fois de plus les mérites irremplaçables et supérieurs de la démocratie bourgeoise, libératrice des peuples et fossoyeur de tous les potentats fascistes et totalitaires. Et pour ne pas manquer cette opportunité supplémentaire d'amalgamer le stalinisme avec le communisme, on nous a répété que la "révolution démocratique et pacifique" de Serbie mettait fin à la dernière "dictature national-communiste d'Europe". Voilà les messages martelés en direction des masses exploitées du monde et en particulier de celles des pays développés.

La "démocratie" est la première fauteuse de guerre

Mais ce battage est encore venu donner *a posteriori* une nouvelle justification "éclatante" à l'offensive meurtrière

déclenchée au printemps 1999 contre la Serbie, au nom de "l'ingérence humanitaire" et sous le prétexte de mettre un terme aux exactions de Milosevic et de sa clique au Kosovo. Rappelons-nous avec quelle force la propagande occidentale répétait que le motif premier au déchaînement de la barbarie guerrière était de voler au secours des victimes kosovares et d'arrêter les exactions serbes (1). Aujourd'hui on voudrait nous faire croire, à la lumière de la "révolution serbe", que ces bombardements répondaient en fin de compte aux aspirations "démocratiques" des peuples et que les grandes démocraties avaient donc eu parfaitement raison de les déchaîner. Et ces dernières d'encenser à présent Kostunica, celui par qui la démocratie a finalement triomphé. Ce "monsieur Propre" politiquement lustré, présenté comme l'anti-Milosevic par excellence, est depuis sa jeunesse un ardent militant du nationalisme grand-serbe. Ses débordements avec le Croate Tito en 1974 et après, mis en avant comme preuve de sa profonde conviction démocratique, n'étaient motivés que par la réaction viscérale d'un nationaliste serbe convaincu refusant l'indépendance du Kosovo et l'affaiblissement de la Serbie. Cet ami personnel de l'épuration ethnique

en chef de Bosnie, Radovan Karadzic, n'a par exemple pas cessé un seul instant de défendre avec ardeur le projet de Grande Serbie prôné par son "adversaire" Milosevic. Aussi, ce qui est inscrit dans son programme "démocratique" ne diffère en rien de celui de son prédécesseur : la défense bien comprise du capital national, par tous les moyens nécessaires, y compris la guerre.

C'est ainsi qu'il y a un an et demi Kostunica - comme toutes les fractions de la bourgeoisie serbe qu'elles soient alliées ou opposantes à Milosevic - était sur la même longueur d'onde que celui-ci concernant la question du Kosovo et du refus de l'ultimatum posé par l'OTAN. Et pour cause, les puissances de l'OTAN savaient très bien que cet ultimatum était inacceptable pour la bourgeoisie serbe, de quelque obédience qu'elle soit. Ces très "démocratiques" Etats "civilisés" ne cherchaient là qu'un prétexte pour déchaîner le déluge de feu qui s'est abattu sur la Serbie avec toutes ses effroyables conséquences sur les populations serbes et kosovares. Comme fauteuse de guerre, la "démocratie" n'a décidément aucune leçon à recevoir des "dictateurs" à la Milosevic.

(SUITE PAGE 4)

Dans ce numéro

Syndicalisme

Depuis le début du siècle, les syndicats sont les ennemis de la classe ouvrière p. 2

France

Se battre pour les salaires, oui mais pas derrière les syndicats p. 3
Convention Unedic : une attaque concertée de toute la bourgeoisie p. 3

Situation internationale

Aujourd'hui comme hier, les Balkans sont au coeur des rivalités impérialistes p. 4
La poudrière du Proche-Orient p. 5
Attentats de l'ETA en Espagne p. 5
Côte d'Ivoire : une nouvelle manifestation du chaos capitaliste en Afrique p. 5
"Plein emploi" ou chômage masqué p. 8

Milieu politique prolétarien

Réponse à "Daad en Gedachte" p. 6

Depuis le début du siècle, les syndicats sont les ennemis de la classe ouvrière (2e partie)

Dans la première partie de cet article publiée dans le précédent numéro de *RI*, nous avons mis en évidence comment les syndicats, depuis leur intégration définitive à l'appareil d'Etat en 1914, se sont révélés être une arme redoutable de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, notamment par leur sabotage systématique des luttes depuis 1968. La deuxième partie de cet article s'efforcera de montrer comment la bourgeoisie, face au discrédit croissant des syndicats officiels au cours des années 80 a su utiliser l'arme du syndicalisme "alternatif" pour empêcher les ouvriers de prendre eux-mêmes en mains la direction de leurs combats. De même, nous rappellerons brièvement comment la classe dominante a su tirer profit de l'effondrement des régimes stalinien à la fin des années 80 pour orchestrer sa grande manœuvre de décembre 1995 visant à ramener la classe ouvrière derrière les syndicats afin de renforcer ses illusions réformistes et lui faire perdre le chemin de sa perspective révolutionnaire.

La deuxième vague de luttes ouvrières depuis la reprise historique de la lutte de classe à la fin des années 60 s'est épuisée au début des années 1980, avec la défaite de la grève massive du prolétariat de Pologne. Comme nous l'avons mis en évidence dans le dernier numéro de *RI*, ce formidable mouvement des ouvriers de Pologne, qui avait montré aux yeux du monde entier la force du prolétariat, sa capacité à prendre ses luttes en mains, à s'organiser par lui-

1983-86 : les syndicats contre l'extension des luttes

A partir de la fin 1983, face aux nouveaux plans d'austérité dans tous les pays, la classe ouvrière reprend le chemin de la lutte. D'emblée, cette reprise des combats ouvriers qui débute en Belgique avec la grève du secteur public à l'automne 1983 sera marquée par des mouvements de luttes spontanées, explosant en dehors de toute consigne syndicale. C'est le signe, non seulement d'une méfiance croissante des ouvriers à l'égard des syndicats, mais également d'une plus grande confiance du prolétariat en lui-même. Cette dynamique a ainsi révélé que l'exemple des luttes d'août 1980 en Pologne (où les ouvriers étaient parvenus, avant la création de Solidarnosc, à faire reculer le gouvernement) était resté gravé dans la mémoire de toute la classe ouvrière. Dès le début, cette nouvelle vague de luttes est marquée par une volonté des ouvriers de ne plus lutter chacun dans son usine, son secteur ou sa région, mais d'élargir le combat en allant chercher la solidarité des autres ouvriers. Cette tendance s'est clairement manifestée non seulement en Belgique en 1983, et surtout lors du mouvement du printemps 1986 (où les mineurs du Limbourg, notamment, ont envoyé des délégations massives vers les autres secteurs), mais également, de 1984 à 1988, en Grande-Bretagne, en Suède et au Danemark, en Espagne, en Italie, en Allemagne...

Lisez notre brochure

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

Mai 85

même à travers ses assemblées générales (les MKS) pour étendre la lutte dans tout le pays, a constitué un encouragement pour la classe ouvrière de tous les pays. La création (avec l'aide des syndicats occidentaux) du syndicat Solidarnosc qui a livré les ouvriers de Pologne pieds et poings liés à la répression du gouvernement Jaruzelski, a provoqué un profond désarroi dans les rangs du prolétariat mondial. Il lui faudra plus de deux ans pour digérer cette défaite.

Face à la volonté des ouvriers de briser l'isolement, et pour affronter de façon unie l'Etat capitaliste, les syndicats ont été contraints partout, dans un premier temps, de courir après les luttes pour en prendre le contrôle afin d'empêcher tout mouvement de solidarité entre les ouvriers de différents secteurs. Et pour ne pas être débordés, ils vont abandonner désormais leur politique d'opposition aux luttes. Ainsi, alors que dans la période précédente, leurs discours étaient toujours "il faut négocier", c'est maintenant un autre langage qu'ils vont tenir pour mystifier les ouvriers : celui de l'opposition ouverte et "radicale" au gouvernement. Quant à leur stratégie sur le terrain des luttes, elle consistera à reprendre à leur propre compte la volonté d'unité des ouvriers pour mieux la saboter.

- 1983 : en Belgique, c'est de cette façon qu'ils sont parvenus à empêcher toute unification entre les ouvriers du secteur public et du secteur privé, en organisant un quadrillage du mouvement grâce à la vieille tactique de la division entre les différents syndicats et en organisant des manifestations par secteur, par région, par entreprise, par usine. En 1986, ils ont pris la tête des manifestations massives pour mieux les saucissonner et les contrôler.

- 1984 : en Grande-Bretagne, alors que dès le début de la grève des mineurs, la question de la solidarité s'est posée, notamment avec les sidérurgistes en lutte au même moment, le NUM (syndicat des mineurs) insiste sur l'idée de l'extension de la grève d'abord dans les mines, en faisant tout pour empêcher les ouvriers de prendre eux-mêmes en charge la direction de la lutte (avec l'aide des barrières de flics et en opposant grévistes et non grévistes). Finalement, ils sont parvenus à enfermer les mineurs dans le corporatisme le plus étroit, et à dénaturer la solidarité ouvrière derrière les collectes dans le seul but d'épuiser la combativité des mineurs dans une grève longue et isolée.

- 1985 : en France, la stratégie de la CGT a consisté à exploiter le dégoût des syndicats dans les rangs ouvriers pour les immobiliser. Ainsi, en multipliant partout des journées d'action sur des revendications spécifiques à tel ou tel catégorie ou secteur, les syndicats, en

même temps qu'ils faisaient tout pour en limiter l'ampleur, avaient pour seul objectif d'empêcher les ouvriers d'occuper la rue, de les paralyser, de leur ôter toute initiative. Cette manœuvre visait ainsi à

1986-88 : la stratégie bourgeoise face au discrédit des syndicats

Cette tactique syndicale de démobilisation a été utilisée également dans d'autres pays, comme en Espagne (lors des grèves des chantiers navals et dans les postes) et en Italie (où la CGIL et les gauchistes ont immobilisé les ouvriers en polarisant toute leur attention sur l'organisation par les syndicats d'un référendum sur l'échelle mobile des salaires).

Mais cette tentative de paralysie des ouvriers n'a duré qu'un temps et n'a fait qu'accroître encore le discrédit des syndicats. Dès l'automne 86, alors que dans tous les pays, les attaques qui sont tombées au cours de l'été ont renforcé le mécontentement des ouvriers, les syndicats vont devoir encore chercher à redorer leur blason pour affronter la combativité ouvrière. Partout en Europe et jusque dans les pays scandinaves (notamment en Suède où le syndicat LO, pourtant contrôlé par le parti social-démocrate alors au gouvernement, surprend par le ton de ses discours d'une "combativité" et d'une "intransigeance" jamais vues), on assiste à un phénomène de radicalisation extrême des discours syndicaux. En France, la CGT non seulement claironne partout qu'il faut développer des ripostes "massives et unitaires" contre les attaques du gouvernement (qu'elle a pourtant soutenues pendant les trois ans où le PCF était au gouvernement), mais elle multiplie les actions de commandos (blocages de trains ou d'autoroutes) pour défouler la combativité ouvrière tout en cherchant à se donner une image "jusqu'au-boutiste" et "combative".

Néanmoins toutes ces manœuvres destinées à regagner la confiance des

Le recul du prolétariat depuis l'effondrement du bloc de l'Est

Cette troisième vague de luttes ouvrières prend fin de façon brutale en 1989 avec l'effondrement spectaculaire de tout un pan du monde capitaliste : le bloc de l'Est. Grâce à cet événement, la bourgeoisie est parvenue à exploiter une fois encore le plus grand mensonge de l'histoire, l'identification du stalinisme avec le communisme, pour faire croire que tout combat contre le capitalisme ne peut mener qu'à la terreur et au chaos. Elle est parvenue à déboussoler complètement la classe ouvrière en développant une ignoble campagne visant à prouver que le communisme a fait faillite et que le capitalisme est le seul système viable.

Cependant, malgré toutes les manipulations idéologiques de la bourgeoisie, l'accélération brutale de la crise et des attaques capitalistes est venue rappeler au prolétariat mondial qu'il n'avait pas d'autre choix que de reprendre le chemin de la lutte. La riposte massive des ouvriers en Italie à l'automne 1992 contre le plan d'austérité du gouvernement Amato (voir *RI* n°218) a montré que la classe exploitée ne s'était pas résignée à courber l'échine face à la dégradation croissante de leurs conditions de vie.

Ainsi, malgré le profond recul provoqué dans la conscience de la classe ouvrière par les campagnes démocrati-

faire croire que l'apathie et le manque de volonté de lutter venaient des ouvriers eux-mêmes, empêchant ainsi la classe ouvrière de développer la confiance en ses propres forces.

ouvriers se sont soldées par un échec. Près de vingt ans de sabotage des luttes ouvrières ont considérablement accéléré la perte de crédit des syndicats au sein du prolétariat.

Ainsi, les mouvements qui ont secoué toute l'Europe occidentale entre 1986 et 1988 (lutte massive des ouvriers de Belgique au printemps 1986, grève de la SNCF en France au cours de l'hiver 1986-1987, grèves dans tous les secteurs en Espagne au printemps 1987, lutte des enseignants à l'automne 1987 en Italie, grève des hôpitaux en France en 1988) ont révélé une volonté croissante des ouvriers de développer leurs luttes en dehors, voire contre les syndicats. Face à ce danger, la bourgeoisie devait réagir immédiatement. Les syndicats n'étant plus capables à eux seuls de contrôler les combats ouvriers, la classe dominante a été ainsi contrainte, dans tous les pays, d'appeler ses forces d'extrême gauche (trotskistes ou anarchistes) à la rescousse. C'est grâce à tous ces gauchistes "radicaux" que la classe dominante a pu utiliser à fond l'arme du "syndicalisme de base" et créer de nouvelles structures d'encadrement des luttes, les "coordinations", dont la seule fonction consiste à faire mine de contester les syndicats pour mieux enfermer les ouvriers dans la logique syndicaliste, en noyant les assemblées générales ouvrières et en sabotant en leur sein toute tentative d'extension de la lutte aux autres secteurs. C'est dans ce piège que sont tombés les ouvriers de la SNCF en 1986 (voir *RI* de février 1987) et les travailleurs des hôpitaux en 1988 (voir notre brochure "*Bilan de la lutte des infirmières*").

ques qui ont succédé à l'effondrement des régimes stalinien, la combativité de la classe ouvrière en Italie a constitué un avertissement à la bourgeoisie. C'est bien pour cela que, tout en renforçant ses campagnes anticommunistes, la bourgeoisie se devait de renforcer les illusions réformistes au sein de la classe ouvrière, de même qu'elle devait, face à l'aggravation inéluctable de la crise économique, l'empêcher de développer sa combativité.

Pour ce faire, la classe dominante a mis en place une stratégie à l'échelle internationale visant à redorer le blason de ses forces d'encadrement capitalistes afin de ramener les ouvriers derrière l'idée que, en dehors de la lutte derrière les syndicats et au sein de la démocratie bourgeoise, il n'y a pas de salut.

C'est ainsi qu'on a pu voir la bourgeoisie française orchestrer une gigantesque manœuvre, lors des grèves de décembre 95 contre le plan Juppé, dont l'objectif était de recréabiliser ses syndicats en les présentant comme de véritables organes de lutte, comme les défenseurs les plus efficaces des intérêts de la classe ouvrière. Au cours de ce "mouvement", présenté par les médias comme un remake de mai 68, les syndicats (soutenus par les gauchistes et les partis de gauche alors dans l'opposition) ont mis le paquet pour pousser un maxi-

mum d'ouvriers dans toutes les entreprises du secteur public à entrer massivement en lutte derrière les mots d'ordre et les banderoles des grandes centrales syndicales : "C'est tous unis qu'on peut gagner", alors que le faible niveau de combativité de la classe ouvrière en France ne permettait pas une telle mobilisation massive.

Grâce aux petites concessions accordées par le gouvernement Juppé aux ouvriers de la SNCF (et qui faisaient partie de la manœuvre), la bourgeoisie a pu mettre en avant que c'est grâce aux syndicats que le gouvernement a reculé et permis aux ouvriers de remporter cette "victoire".

En fait de "victoire", la classe dominante a réussi en réalité à infliger une défaite politique aux ouvriers : elle est parvenue à redorer le blason de ses syndicats en les présentant comme les vrais défenseurs de la classe ouvrière. Elle est parvenue, dans l'euphorie du "mouvement" et dans l'illusion de cette prétendue "victoire", à effacer de la mémoire des prolétaires les expériences de sabotage syndical auxquels ils ont été confrontés depuis Mai 68.

Cette manœuvre de la bourgeoisie française a servi de laboratoire pour toute la bourgeoisie internationale qui a su suivre "l'exemple" français pour développer le même type de stratégie anti-ouvrière, notamment dans les principaux pays d'Europe occidentale (voir notre brochure sur les luttes de décembre 95).

Cette stratégie de la bourgeoisie a montré jusqu'à présent son efficacité. En effet, ce regain du syndicalisme résultant du recul politique de la classe ouvrière depuis l'effondrement du bloc de l'Est, a constitué un facteur venant renforcer (de même que l'arrivée des partis de gauche au gouvernement depuis la fin des années 90) les difficultés de la classe ouvrière à prendre confiance en elle-même et à s'appuyer sur ses expériences de luttes des années 70 et 80 pour riposter massivement aux attaques incessantes de la bourgeoisie.

Néanmoins, face à l'aggravation de la crise économique mondiale, la classe ouvrière devra nécessairement reprendre le chemin de ses luttes et développer sa combativité. C'est dans la lutte elle-même qu'elle va être amenée à se confronter de nouveau et en permanence aux agents de l'ordre bourgeois dans ses rangs.

Pour pouvoir se défendre efficacement face aux attaques du capital, les ouvriers doivent se réapproprier les leçons de leurs défaites passées et se remémorer le sale travail des syndicats depuis mai 68. Mais ils doivent aussi se détourner résolument de tous ces syndicalistes "de base" qui cherchent à les ramener dans l'ornière du syndicalisme en les enfermant dans des structures "alternatives", soi-disant plus "radicales", plus "démocratiques", etc.

Pour affronter l'Etat capitaliste et réaffirmer sa propre perspective de transformation de la société, la classe ouvrière ne peut et ne doit compter que sur ses propres forces. C'est ce qu'ont révélé non seulement les luttes des ouvriers de Pologne en août 80, mais plus encore les formidables combats révolutionnaires du prolétariat en 1917 en Russie et en Allemagne en 1919-20.

Camille

Se battre pour les salaires, oui, mais pas derrière les syndicats

La question des salaires ouvriers est le sujet du jour. Tout le monde en parle, ou presque. Depuis un mois, pas un média qui n'ait ouvert ses colonnes et reportages à "l'épineuse question du pouvoir d'achat ouvrier" et qui ne ce soit inquiété de ce que celui-ci "stagne" tandis que "les entreprises enregistrent des profits records". Et il est plutôt saisissant de voir ces professionnels du bourrage de crâne faire mine de découvrir aujourd'hui ce que tous les prolétaires vivent depuis longtemps dans leur chair, en termes de baisse de leurs revenus réels. La question agite bien sûr aussi le gouvernement et divise même apparemment les composantes de la gauche plurielle, puisque le PCF et les Verts ont refusé de voter le budget parce qu'il ne contenait pas suffisamment de "coups de pouce au pouvoir d'achat". Début octobre, *L'Huma hebdo* publiait un sondage, révélant que "64% des salariés sont prêts à participer à une action de mobilisation pour demander une augmentation de leur salaire". Quant aux syndicats ils sont en première ligne : aussi bien ceux qui s'offrent une image d'apparent radicalisme anti-patronal, comme la CGT ou FO, que ceux qui campent ouvertement dans le registre de la collusion avouée avec le MEDEF et le gouvernement, comme la CFDT, affichent leur volonté de "mettre les salaires en tête de leurs priorités". Joignant le geste à la parole, ils ont organisé plusieurs mobilisations, notamment dans les grandes entreprises publiques (comme la SNCF le 29 septembre ou à EDF le 3 octobre). Dans l'automobile, les banques, la grande distribution, les mêmes syndicats exigent du patronat de nouvelles négociations sur les salaires, remettant en cause les accords de "modération salariale" conclus dans le cadre de la loi Aubry sur les 35 heures. Le 9 novembre, ils appellent à une journée d'action dans la fonction publique pour obtenir une hausse de salaires, que, d'ailleurs, le ministre Sapin a d'ores et déjà promis d'honorer, au moins partiellement.

La montée de la combativité ouvrière

Il ne peut y avoir de fumée sans feu. Si les syndicats et les indicateurs bourgeois s'inquiètent du pouvoir d'achat ouvrier, c'est que la colère accumulée dans les rangs prolétariens tend maintenant à se manifester par la lutte ouverte et que c'est surtout cela qui les préoccupe. Les grèves se sont effectivement multipliées un peu partout dans lesquelles les revendications sur les salaires ont pris une importance significative. Et cela, non seulement lors des journées d'action syndicales annoncées qui, comme à la SNCF, ont connu une forte mobilisation, mais dans bien d'autres secteurs moins médiatisés. A la Poste, de nouvelles grèves ont éclaté ces dernières semaines dans plusieurs centres, là encore contre les conséquences salariales et autres des plans de réduction du temps de travail. Il y a eu également, depuis septembre, une multiplication de grèves dans le secteur privé : chez l'imprimeur Istra, où, là aussi, les deux syndicats présents CFDT et CGT avaient signé un accord 35h avec modération salariale, une semaine de grève fin septembre a contraint le patronat à lâcher quelques augmentations (*Liberation* du 29 septembre). Même chose dans les Verreries de l'Orne, chez Sanofi-Synthelabo en Gironde, aux Tréfileries de Conflandey, dans l'agro-alimentaire comme Gelagri et Saupiquet en Bretagne (cf. *Le Parisien* du 23 octobre), pour ne parler que des quelques boîtes

qui ont été citées dans la presse bourgeoise. Tous ces conflits sont significatifs du fait que la classe ouvrière n'est plus prête à baisser la tête comme auparavant, n'en déplaie à tous ceux qui espèrent avoir enterré définitivement la lutte des classes. Elles montrent notamment une chose : c'est que le chantage à l'emploi et la culpabilisation des prolétaires salariés grâce auxquels on a fait partout accepter les accords pourris sur les 35 heures passent de plus en plus mal et ne suffisent plus à contenir la combativité. Certes, il y a belle lurette que les prolétaires avaient déjà compris que la loi sur les 35 heures n'étaient pas la "mesure sociale" promise et que loin d'alléger le poids de l'exploitation en leur permettant de travailler moins, comme le leur avaient fait miroiter ses artisans, elle ne faisait qu'aggraver encore leurs conditions de travail et de vie.

CONVENTION UNEDIC

Une attaque concertée de toute la bourgeoisie

Le suspense est maintenant bel et bien terminé. Le gouvernement a officiellement lancé la procédure d'agrément de la troisième et dernière mouture de la convention UNEDIC qui régleme le régime d'indemnisation des chômeurs.

On se souvient du tollé qu'avait provoqué la publication du premier protocole d'accord signé le 14 juin par le MEDEF, la CFDT et la CFTC, et sa version retravaillée du 29 juin. Non seulement les syndicats traditionnellement radicaux comme la CGT et FO avaient claqué la porte, mais le gouvernement lui-même avait, par la bouche de Martine Aubry refusé, "outré", d'agréer un tel texte, s'appuyant sur le caractère antisocial du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi) qui prévoyait des sanctions progressives allant jusqu'à la suppression de l'allocation aux chômeurs qui refuseraient une proposition d'emploi de l'ANPE, le tout sans contrôle direct de l'Etat. Devant un tel rejet, la réaction du MEDEF et des syndicats signataires avait été tout aussi radicale, en prenant la forme d'une menace claire : si une seule virgule était modifiée dans la convention, les « partenaires sociaux » déserteraient définitivement la gestion paritaire de l'UNEDIC.

Le scénario s'est ainsi déroulé tel que nous l'avions décrit au début de l'été (voir *RI* n°303) : l'opposition manichéenne entre un gouvernement socialiste impartial et un patronat inhumain, déjà rodée au sujet des 35 heures, reprenait de plus belle. Et comme pour les 35 heures, le gouvernement, endossant les habits du dernier rempart contre la sauvagerie patronale, allait devoir exiger le respect de ses grands principes sociaux et de « l'intérêt général » dans la plus grande intransigeance.

La preuve que tout ceci était du cirque, c'est qu'il aura suffi d'un simple coup de fil du premier ministre au patron des patrons pour que ces « ennemis jurés », aux limites de la rupture quelques semaines plus tôt, se mettent comme par miracle d'accord. Après avoir rencontré la ministre le 7 septembre dernier, juste avant son départ, les "partenaires" se sont donc retrouvés pour « plier » face à la pression gouvernementale. Car il fallait nécessairement, pour parfaire la manœuvre, que la convention III, signée le 23 septembre ne soit plus tout à fait la

Pourtant, le coup de la "lutte contre le chômage" et de la "priorité à l'emploi" avait cependant eu le dessus pour les convaincre d'accepter une telle aggravation, en les culpabilisant dans leur position de "privilegiés qui ont la chance d'avoir un job". Il est devenu clair maintenant que cela aussi n'était qu'un piège, lorsque la prétendue baisse du chômage obtenue grâce à ses sacrifices, s'avère en fait une généralisation de la précarité et des salaires de misère.

Aujourd'hui, les syndicats, prenant les devants face à ce mécontentement, entendent se trouver à l'avant-garde de "la croisade pour les salaires". Mais les prolétaires ne doivent pas oublier que ce sont les mêmes syndicats qui ont hier signé et fait avaler les accords sur les trente-cinq heures. Ce sont eux qui, au nom de la "lutte pour l'emploi" et d'une prétendue solidarité avec les chômeurs,

leur ont fait accepter tant la "modération" directe des salaires - quand ce n'était pas le blocage ou la baisse pure et simple - que l'attaque indirecte de ceux-ci (avec la suppression des surprimes d'heures supplémentaires liées à l'annualisation du temps de travail). Le tout assorti de la dégradation des conditions de travail impliquées par la flexibilité des horaires et l'intensification des cadences.

Derrière le mythe du "partage des fruits de la croissance"...

Mais ce qu'il y a de plus pourri encore dans la manière dont médias, syndicats et politiciens bourgeois présentent aujourd'hui les revendications salariales, c'est le discours qui consiste à les "légitimer" en répétant invariablement que "les salariés veulent à leur tour bénéficier des fruits de la croissance". Selon ce discours, les prolétaires n'ont des raisons de se battre que dans la mesure où la fameuse reprise économique dont on nous rebat les oreilles leur donnerait le "droit" de réclamer une "part du gâteau". Cet euphémisme ne cherche pas seulement à minimiser la réalité de la dégradation continue des conditions d'existence de la classe ouvrière imposée par la logique de l'exploitation capitaliste. Elle vise aussi à cacher l'opposition fondamentale d'intérêts entre le capital et le travail, entre les intérêts du profit capitaliste et ceux des salariés. Elle veut masquer que la bonne ou mauvaise santé du capital national est, dans tous les cas, synonyme de plus de misère pour les prolétaires dont le travail ne sert qu'à accumuler du capital. Mais aussi que l'Etat bourgeois n'est pas autre chose que le garant d'un ordre capitaliste qui permet aux patrons d'exploiter toujours plus la main d'oeuvre

salariée. En faisant dépendre les luttes ouvrières de la bonne ou de la mauvaise santé de "leur" entreprise", les syndicats cherchent ainsi à lier, avec la complicité des médias, les prolétaires aux intérêts de leurs exploiters, manière, une fois de plus, de maintenir les luttes dans le cadre du corporatisme le plus étroit et de les isoler de celles de leurs frères de classe des autres secteurs. Enfin, le battement sur la "croissance" ne cherche qu'à masquer la faillite même de ce système, en présentant la misère qu'il engendre comme un simple problème de "mauvaise répartition".

... la réalité de la crise du capitalisme avec le retour de l'inflation et de la hausse des prix

Les grèves actuelles, encore confinées dans un tel carcan par les syndicats, sont encore loin de faire trembler la classe dominante. Pour le moment, celle-ci prend surtout les devants pour éviter justement que la colère accumulée n'explode de manière trop incontrôlée. Et si, finalement, elle s'apprête à donner, ici ou là, quelques "coups de pouce" aux salaires, c'est parce qu'elle sait très bien que la fameuse "croissance retrouvée" est en train de faire entendre quelques craquements qui montrent que tout ne va pas si bien dans le meilleur des mondes capitalistes.

Ainsi tout indique, qu'après avoir quasiment disparu, l'inflation et la hausse vertigineuse des prix qu'on a connues dans les années 70, pourraient bien faire un retour en force. A ce niveau, la hausse des prix du pétrole, (et du gaz dont une hausse de 13% vient d'être annoncée !), n'est certainement pas uniquement la

(SUITE PAGE 6)

"PLEIN EMPLOI" OU CHÔMAGE MASQUÉ ?

(SUITE DE LA PAGE 8)

Quelle est la réalité des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière ?

Le plein emploi "virtuel" est une politique délibérée et coordonnée de tous les gouvernements pour que le chômage ne prenne pas la dimension explosive des années 30, même si, aujourd'hui, il a atteint une gravité égale ou supérieure à celle d'il y a plus de 60 ans. Et si le chômage s'aggrave, il en est de même des conditions de ceux qui ont un travail. Ainsi, en France, "un nombre croissant de travailleurs partage le sentiment que le travail est devenu un enfer où la peur du licenciement ou de la déchéance au travail se conjugue avec les humiliations, l'arbitraire et la violence verbale. Certaines études donnent le chiffre de plus de six millions d'ouvriers français victimes de la violence psychologique au sein des entreprises." (*El País*, 3 avril 2000)

Aux Etats-Unis, "paradis" du plein emploi, les ouvriers doivent travailler 245 heures de plus par an afin de maintenir leur niveau de vie de 1973 ! 12 millions d'ouvriers, même s'ils ont la chance insigne d'avoir un travail à temps complet, ne peuvent pas offrir à leurs familles un salaire supérieur au minimum de pauvreté. 44 millions de personnes sont sans droit à la sécurité sociale et 2,5 millions de familles ne vivent que des aides publiques, déjà ré-

duites à peu de chagrin. Enfin, le revenu de 95% des familles n'a pas progressé d'un pouce entre 1979 et 1994.

Pour prendre conscience de cette situation, pour pouvoir lutter contre les mensonges et les chantages avec lesquels les gouvernements, le patronat et les syndicats vont nous bassiner concernant le prétendu "plein emploi" il est nécessaire de réfléchir, de discuter sur cette situation et sur comment mener une lutte contre ce fléau destructeur du chômage, qui fait partie du combat pour défendre nos intérêts de classe.

Vyborg

(1) Lire la série publiée dans la *Revue internationale* "Trente ans de crise économique" (N° 96, 97 et 98) ; et dans *RI* n° 298 et 303 : "Bilan du 20e siècle : Un siècle de 'progrès social' ?".

(2) Voir la *Revue internationale* n° 77 "L'explosion du chômage".

(3) *Revue internationale* n° 77.

(4) "Comment Londres manipule les statistiques", *Le Monde diplomatique* (1997), cité dans "Chômage : la bourgeoisie prend les devants face à la montée de la colère ouvrière", *Revue Internationale* n° 93.

(5) Voir dans *RI* n° 303 (juillet 2000) notre éditorial "Réforme de l'assurance-chômage. Patronat, gouvernement et syndicats tous complices contre la classe ouvrière !"

H (28/10/00)

Aujourd'hui comme hier, les Balkans sont au coeur des rivalités impérialistes

Sur cette terre d'affrontements guerriers, d'exils, de massacres de populations, la chute de Milosevic, surnommé le Hitler des Balkans par ses pairs des grandes puissances démocratiques et désigné par elles comme le responsable de la guerre du Kosovo, constituerait-elle une raison d'espérer au moins une stabilisation de la situation, si ce n'est des perspectives de paix ? Rien n'est moins vrai. Tout d'abord parce que le sort des Balkans dépend avant tout, non pas des faits et gestes des chefs des petits Etats de la région mais de la politique impérialiste des grandes puissances dans les rivalités qui les opposent pour le contrôle de cette zone stratégique. Ensuite parce que ces vautours ne manquent jamais une occasion de mettre à profit toute modification d'une situation locale (comme c'est le cas aujourd'hui avec l'arrivée d'un nouveau dirigeant en Serbie) pour tenter d'y renforcer leur influence respective.

Les Balkans : la poulière de l'Europe depuis le début du siècle

Dès avant la Première Guerre mondiale, il y avait déjà eu deux "guerres balkaniques" qui constituaient certaines des prémices de la boucherie impérialiste. Mais surtout, celle-ci avait eu comme point de départ la question des Balkans avec la volonté de l'Autriche de mettre au pas la Serbie et la réaction de la Russie en faveur de son allié serbe. La formation du premier Etat yougoslave, après la Première Guerre mondiale, constituait une des expressions de la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche. En ce sens, elle constituait déjà, au même titre que l'ensemble de la paix de Versailles, un des points de friction majeurs préparant le terrain à la Seconde Guerre mondiale. Alors qu'au cours de celle-ci les différentes composantes de la Yougoslavie s'étaient rangées derrière leurs alliés traditionnels (Croatie et côté de l'Allemagne, Serbie du côté des Alliés), la reconstitution de la Yougoslavie au

sortir de la guerre sur des frontières très proches du premier Etat yougoslave, concrétisait la défaite du bloc allemand et le barrage que les Alliés entendaient maintenir face aux visées impérialistes allemandes en direction du Moyen-Orient.

Après la Seconde Guerre mondiale, relevée par des capitaux russes et occidentaux, la Yougoslavie allait être rapidement sous tension avec l'antagonisme Tito-Staline ; antagonisme qui ne faisait qu'exprimer les rivalités impérialistes Est-Ouest. En fait de "non-alignement" version titiste, la Yougoslavie ne devait désormais sa survie que dans le cadre de son asservissement aux nations du bloc américain. Sur le plan stratégique et militaire, la Russie stalinienne perdait ainsi la possibilité d'achever sa marche vers l'Adriatique du fait de l'existence de ce rempart yougoslave.

Immédiatement après l'effondrement du bloc de l'Est, lorsque la solidarité face à l'ex-URSS n'avait plus de raison d'être, cette région redevenait un des foyers d'affrontements entre les puissances impérialistes en Europe. C'est ce qu'avait illustré en 1991 l'attitude très offensive de l'Allemagne encourageant ouvertement le séparatisme croate et slovène avec comme objectif de s'ouvrir une voie vers les côtes dalmates. Ce sera le début de l'éclatement de la Yougoslavie.

Nœud des rivalités entre grandes puissances depuis le début des années 90

Face à la montée en puissance de l'impérialisme allemand, les Etats-Unis ne pouvaient rester sans réagir. Il n'était pas non plus question pour eux de laisser le terrain libre aux autres puissances européennes, notamment les alliées traditionnelles de la Serbie que sont la Russie et la France, ou encore la Grande-Bretagne qui cherchait aussi à se positionner dans la région. Les Etats-Unis ont donc aussi joué leur propre carte en ex-Yougoslavie et mis le paquet pour

prendre pied politiquement et militairement dans la région. C'est dans ce cadre qu'après avoir joué initialement la carte de la Serbie comme principal verrou à l'éclatement des Balkans, "l'oncle Sam" a changé de tactique et s'est appuyé dès 1992 sur le camp bosniaque, pour imposer sa *pax americana* en 1994 grâce aux accords de Dayton.

Mais si ces accords ont bien représenté, à un moment donné, un succès indéniable de la politique américaine, ce fut un succès fragile, contesté par la suite sur les plans diplomatique et militaire, tant par les puissances locales que par les grands rivaux des Etats-Unis.

C'est à nouveau l'Allemagne qui a poussé les indépendantistes kosovars de l'UCK à la rébellion, alors que la Serbie utilisait à plein la panoplie guerrière et barbare de tout Etat capitaliste pour maintenir le Kosovo au sein de la fédération yougoslave. Parfaitement acceptée pendant de longs mois par les Etats-Unis, cette situation de massacres des populations au Kosovo n'a été qu'un alibi justifiant la guerre de l'OTAN contre la Serbie. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, un pays d'Europe était bombardé massivement. Menée sous l'autorité américaine, cette guerre n'était en rien destinée à mettre un terme aux souffrances des populations kosovares, mais bien à permettre aux Etats-Unis de réaffirmer leur suprématie militaire alors que, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, leur autorité sur leurs anciens alliés ne cessait de s'affaiblir.

La "paix" issue de ce meurtre de masse justifié par le "droit à l'ingérence humanitaire" n'est en fait qu'un *statu quo* fragile entre les grandes puissances de l'OTAN ayant participé aux hostilités, chacune d'entre elles s'octroyant une zone d'occupation du Kosovo.

A qui profite le départ de Milosevic ?

Néanmoins, c'est aux intérêts de l'Allemagne que cette guerre aura le plus

bénéficié. En effet, elle a permis à la puissance d'outre-Rhin de prendre directement pied militairement dans la région alors que, dans le même temps, l'obstacle traditionnel à son avancée sur le terrain, la Serbie, sortait considérablement affaiblie du conflit.

D'autres puissances, comme la France, y ont plutôt perdu. Sous peine d'être exclue du jeu dans les Balkans (comme en grande partie la Russie aujourd'hui), elle n'avait d'autre choix que de participer aux bombardements (baptisés "Force Déterminée"), ce qui par ailleurs heurtait de plein fouet des intérêts liés à ses attaches historiques avec la Serbie. Ce sont en particulier de tels liens qui avaient permis à la France et à la Grande-Bretagne de pouvoir jouer un rôle dans les précédentes crises yougoslaves (et dans les massacres qui les ont ponctuées, comme celui de l'enclave de Srebrenica), allant jusqu'à mettre temporairement en échec la politique américaine et à entraver l'avancée allemande. Depuis la fin de la guerre du Kosovo, la France s'est efforcée de reprendre sa place naturelle auprès de la Serbie. Mais une telle politique de rapprochement ne pouvait être assumée pleinement, et donc aboutir, tant que Milosevic, au banc des accusés de la "communauté internationale", restait au pouvoir. C'est pourquoi la France a apporté un soutien significatif à l'opposition démocratique dans ce pays (1). Aujourd'hui la victoire de Kostunica (dont la presse reconnaît ouvertement qu'il a bénéficié de l'appui d'une partie de l'appareil de Milosevic, ayant opportunément changé de bord) ouvre à nouveau des perspectives à la France pour jouer un rôle plus important dans la région. Et elle n'entend pas rater l'occasion.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si le ministre français des affaires étrangères s'est précipité pour acclamer le nouveau pouvoir en Serbie et pousser immédiatement l'Union européenne à lever l'embargo sur le pays. Et ce n'est pas non plus par hasard si les Etats-Unis, tout en ne pouvant que se mêler au concert de

salutations qui a accompagné l'éviction de Milosevic, se sont quant à eux montrés beaucoup plus réservés, liant cette levée à une "vérification" du caractère "vraiment démocratique" du nouveau régime.

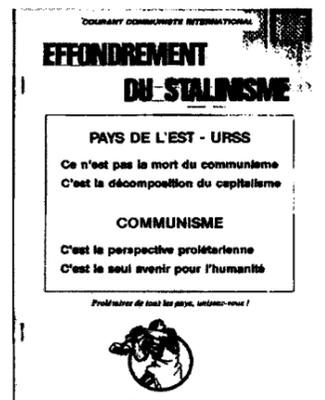
Cependant, la bourgeoisie occidentale voudrait maintenant faire croire que cet événement va mettre un terme aux massacres qu'ont subis les populations de l'ex-Yougoslavie depuis dix ans. En réalité, les ingrédients sont réunis pour de nouveaux bains de sang. Car le Montenegro est à présent l'enjeu à venir pour l'ensemble des puissances aux prises dans les Balkans. Il est en particulier le dernier accès à la mer pour la Serbie soutenue par la France et la Russie dont l'alliance avec Belgrade est de ce fait plus vitale que jamais parce qu'il s'agit aussi pour elle de l'accès tant convoité à la Méditerranée. C'est d'ailleurs dans le but de préserver à tout prix cette dernière porte maritime et en prévision des conflits à venir que Milosevic avait ponde cet été un décret réduisant le Montenegro à une simple province yougoslave afin de pouvoir y intervenir militairement à volonté. D'ores et déjà, il est certain que l'Allemagne, en position de force particulièrement sur la côte dalmate grâce à son allié croate, ne peut être qu'active pour faire perdre cette région à la Serbie.

Loin des discours lénifiants et mensongers de la bourgeoisie, l'avenir des Balkans est plus que jamais celui d'une poulière.

B (23 octobre)

(1) Fin novembre 1999, Milosevic faisait des déclarations accusant les services secrets français de vouloir l'assassiner. Qu'il ait voulu sauver sa peau face à une réelle menace de cet ordre ou sa place face à l'opposition soutenue par la France, cet épisode est néanmoins significatif de ce qui se tramait en coulisse (cf. *Révolution Internationale* n° 297 de janvier 2000).

Lisez les brochures du CCI



"REVOLUTION" EN SERBIE

Une victoire de la bourgeoisie, pas de la classe ouvrière

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Un "soulèvement populaire" ?

Il n'y pas que l'encensement de Kostunica qui sonne faux, mais aussi la prétendue "révolte populaire" qui a chassé Milosevic. Comme le dit un général du DOS (parti rassemblant la plupart des forces d'opposition) : "C'est un désordre bien organisé. Nous avions un plan d'action." En effet, les manifestations de rue, les slogans populaires, etc., c'était pour la vitrine "démocratique" afin de mieux bernier les "masses" en leur faisant croire qu'elles étaient les acteurs principaux et décisifs des événements. Car tout était préparé en haut lieu et depuis des mois entre certaines fractions de la police, de l'armée et des dirigeants politiques bien placés. Et ce n'est pas tout ; c'est avec le soutien financier des grandes puissances, Etats-Unis et Union européenne, et grâce à l'action des ONG (2) présentes en Serbie que le coup a été préparé. Le scénario de la journée du 5 octobre était ainsi soigneusement planifié, y compris l'uti-

lisation de commandos militaires, faits de miliciens ayant fait leurs preuves dans les guerres de Bosnie et du Kosovo et chargés des missions de confiance, pendant que les foules étaient conviées à faire de la figuration. C'est ce qu'est amenée à révéler ici et là la presse bourgeoise (comme le fait *Le Monde* du 21 octobre 2000), tellement cette "révolution de soie" apparaît douteuse, tellement la reddition sans combat de Milosevic devant le seul mécontentement populaire semble peu crédible, une fois que les tambours assourdissants de la campagne se sont tus (3).

Ces masses que Kostunica plaint parce que "comme lui, elles souffrent", ont servi de masse de manoeuvre et de bouclier humain à ce qui a été en fait un coup de force. Et en particulier, la classe ouvrière que les opposants ont utilisée en la poussant à faire grève, comme dans les mines de Kolubara notamment, afin de paralyser le pays et bloquer le pouvoir en place. La colère des ouvriers face à la terrible dégradation de leurs conditions de vie depuis la guerre a ainsi été dévoyée et instrumentalisée sur l'il-

lusoire terrain du "changement démocratique". Un terrain où les prolétaires ont tout à perdre et rien à gagner.

Les médias occidentaux se sont fait forts de souligner que, parmi les principaux responsables de la chute de Milosevic, parmi les grands promoteurs de la victoire de la démocratie, il y a la classe ouvrière serbe qui a répondu à l'appel à la "désobéissance civile". Ce n'est pas pour rien : "Si la classe dominante internationale a un souhait profond, c'est que cet exemple puisse s'exporter partout dans le monde et particulièrement dans les grands centres ouvriers des pays du coeur du capitalisme." (Revue Internationale n°103)

Il faut être clair : cette "victoire de la démocratie" est une victoire de la bourgeoisie et nullement profitable à la classe ouvrière.

KW (26 octobre)

(1) On sait aujourd'hui, suite aux investigations menées sur le terrain par les représentants du TPI, que les soi-disant 10 000 victimes kosovares (chiffre à l'époque considéré

La poudrière du Proche-Orient

Les événements dramatiques du Proche-Orient démontrent que la guerre dans cette région du monde est devenue endémique depuis un demi-siècle.

La guerre au Moyen-Orient reflète les contradictions et l'impasse du capitalisme

Pourquoi cette situation ? Au-delà de la parade provocatrice de Sharon, chef du Likoud, le parti de droite d'Israël sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, il y a des racines historiques à ce chaos guerrier permanent et à la fragilité, à l'instabilité chronique de cette région du monde. C'est l'illustration que, depuis son entrée en décadence au début du 20e siècle, le capitalisme ne peut plus donner naissance à de nouvelles nations stables ou viables. Il est devenu incapable d'apporter une solution à ses contradictions face à la question nationale.

A la suite du démembrement de l'Empire ottoman, à la fin du 19e siècle, le Moyen-Orient, au confluent de deux mers et charnière de trois continents, a été depuis lors l'objet constant de toutes les convoitises impérialistes. Son repartage entre la Grande-Bretagne et la France a présidé notamment à la création de la Palestine sous protectorat britannique en 1916 et au passage de la Syrie et du Liban sous contrôle français dans la période de l'entre-deux guerres. Par la suite, les nécessités de la Guerre froide et l'emprise américaine sur la Méditerranée ont poussé le leader américain du bloc occidental à imposer la création de l'Etat d'Israël en 1948 sur le territoire palestinien. Tout en soutenant

sur tous les plans l'Etat hébreu (y compris financier), les Etats-Unis n'ont cessé de combattre l'influence et les tentatives d'infiltration du bloc russe dans les pays arabes hostiles à cet Etat jusqu'à la domestication du concurrent et adversaire direct d'Israël, l'OLP d'Arafat et à l'émergence d'un "compromis" bâtard, l'Autorité palestinienne, entièrement dépendant des Etats-Unis. Sa vocation est d'être avant tout un auxiliaire de l'armée israélienne pour la répression policière mais qui est présenté par ses tuteurs comme base d'un futur Etat palestinien.

Cependant, après l'effondrement du bloc de l'Est, la perspective d'un troisième conflit mondial contenue dans la confrontation impérialiste permanente entre les deux blocs avait cédé la place à une nouvelle dynamique impérialiste dominée par le "chacun pour soi", par la guerre de tous contre tous, dans laquelle les différentes bourgeoisies nationales ne font qu'enfoncer l'humanité dans un chaos sanglant, l'entraînant toujours plus loin dans la barbarie guerrière. Les efforts des Etats-Unis pour contrecarrer la politique du "chacun pour soi" se sont concrétisés en 1991 par le déclenchement d'une gigantesque démonstration de force, la guerre du Golfe. En profitant de leur suprématie écrasante sur le plan militaire, le but essentiel de l'opération "Tempête du Désert" n'était pas l'ennemi désigné, l'Irak, mais les anciens alliés occidentaux que les Etats-Unis ont forcés à marcher derrière eux. Cela n'a pas empêché la rapide dissolution irréversible de l'ancienne discipline de bloc avec le

réveil de vieilles ambitions concurrentes de la part des autres puissances impérialistes, petites ou grandes, appuyant telle ou telle fraction locale, telle ou telle clique nationaliste. C'est clair avec la Yougoslavie. Il en est de même au Moyen-Orient.

Les difficultés des Etats-Unis pour conserver le contrôle de la situation

Dans ce contexte, sous prétexte d'établir la "paix", les Etats-Unis ont depuis lors tout intérêt à l'entretien d'un certain climat de tension tant qu'il reste circonscrit à l'intérieur d'Israël ou de la Cisjordanie. Cela permet d'asseoir leur rôle de médiateur et d'assumer leur fonction de gendarme du monde dans la région, en particulier à travers la concentration d'une formidable armada en Méditerranée. Chacun des deux camps nationalistes, israélien comme palestinien, tend à se démarquer aujourd'hui du parrain américain pour défendre ses intérêts propres, d'autant que les multiples pressions exercées par des fractions bourgeoises concurrentes poussent à une surenchère belliciste, accroissant les risques d'enflammer toute la région, dérapant en un vaste conflit régional. D'un côté, Israël se sentant à nouveau isolé et assiégé face à l'hostilité de ses voisins tend à se raidir et à s'orienter vers une politique "d'union nationale". En même temps, la situation de chaos guerrier à l'intérieur devient inextricable, maintenant que la révolte s'étend aux Arabes israéliens qui représentent 20% de la population israélienne. De l'autre,

Arafat en appelle à ressouder l'unité et à la solidarité des nations arabes contre Israël, comme lors du sommet arabe des 21/22 octobre, tandis qu'il multiplie les appels du pied à l'Union Européenne pour une intervention plus active dans le conflit. L'échec patent des efforts de Washington pour imposer un cessez-le-feu à la conférence de Paris (où Madeleine Albright a dû séquestrer un moment Arafat dans les locaux de l'ambassade américaine pour l'empêcher de quitter la table des négociations) puis du sommet de Charm-el-Cheikh où les Etats-Unis sont parvenus seulement à sauver les apparences, concrétise toutes les difficultés de la Maison Blanche à garder le contrôle d'une situation qui tend à leur échapper. Cependant, le contrôle stratégique du Moyen-Orient reste une question vitale pour les Etats-Unis, et en particulier, Israël reste une carte maîtresse de la Maison-Blanche pour contrôler la région. Les autres puissances profitent de cette situation pour tenter de s'engouffrer dans la brèche, notamment la France. Cette dernière s'efforce, avec ses moyens, de contrecarrer et de déstabiliser les Etats-Unis, en utilisant ses liens historiques avec certains

pays comme le Liban (dont elle avait été momentanément chassée par la bourgeoisie américaine) multipliant les déclarations qui visent à s'attacher la sympathie des pays arabes dans la continuité de la grande tradition gaulliste. Ainsi, elle a soutenu l'idée d'une commission d'enquête internationale sur les événements, catégoriquement rejetée par Israël, Barak ayant accusé Chirac de cautionner et d'encourager les "terroristes palestiniens" au sommet de Paris du 5 octobre.

En faisant semblant de faire des efforts pour la paix, toutes les grandes puissances manient le mensonge et l'hypocrisie et ne s'emploient qu'à glisser des peaux de bananes sous les pieds de leurs concurrents.

Loin d'apporter la paix comme elles le prétendent, leur ingérence au Moyen-Orient, enjeu stratégique essentiel de leurs rivalités pour la défense de leurs intérêts impérialistes respectifs, est un puissant facteur d'accélération du déchaînement de la barbarie guerrière.

CB (27 octobre)

CÔTE D'IVOIRE

Une nouvelle manifestation du chaos capitaliste en Afrique

Ex-"joyau de l'Empire colonial français", devenue après l'indépendance "la vitrine économique" de la France en Afrique, la Côte d'Ivoire a rejoint de plain-pied la spirale effrayante du chaos installé depuis plus d'une décennie déjà sur tout le continent africain. L'effondrement de son économie, amorcé avant la mort de son ancien président, Houphouët-Boigny et malgré les efforts de son protecteur français pour maintenir la fiction de sa "vitrine ivoirienne", a fait réémerger les miasmes ethniques, tribaux et religieux sur lesquels les différentes fractions de la bourgeoisie du pays se sont appuyées pour tenter de s'emparer des rênes du pouvoir. Le coup d'Etat militaire de décembre 1999 du général Gueï a pu, après quelques réticences, faire espérer à la France une stabilisation du pays et un renouvellement de son influence. L'irresponsabilité de la junte au pouvoir a contraint la France à jouer sur la carte économique pour tenter d'influer sur les orientations politiques de ce dernier. Les élections présidentielles, finalement acceptées par le général Gueï mais où les 9/10e des candidats potentiels avaient été écartés, dont l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, ont vu la "victoire" du candidat imposé par le gouvernement de gauche français, le "socialiste" Laurent Gbagbo. Son intronisation en tant que président, après la tentative avortée de Gueï de se maintenir coûte que coûte à la tête de l'Etat, est déjà contestée par les nouveaux opposants dont Ouattara, récusant la légitimité du régime. Comme toujours, les convoitises impérialistes des grandes puissances ajoutent à la confusion ambiante et à la décomposition avancée qui frappe la Côte d'Ivoire. Si la gauche française et son gouverne-

ment appuient sans réserves "le camarade Gbagbo" (selon l'expression de Rocard), l'autre super-puissance que sont les Etats-Unis penche pour un nouveau scrutin où leur "poulain" Ouattara pourrait se présenter. Ce ne sont pas les tentatives de conciliation en cours entre les deux protagonistes principaux pour trouver un *modus vivendi* jusqu'aux prochaines élections législatives qui empêcheront le développement inéluctable du chaos, de la misère atroce pour les populations. Ceci, d'autant que l'armée, seule force de cohésion dans les pays de la périphérie, est elle-même soumise à la désagrégation et doit faire face à des éléments incontrôlés issus de ses rangs. Cette situation chaotique ne peut que donner prise à une déstabilisation accrue de toute la partie occidentale de l'Afrique, ouvrant d'autant plus la porte aux appétits des puissances régionales environnantes, comme par exemple le Sénégal et la Guinée impliqués dans de multiples conflits locaux (Libéria, Sierra Leone, Guinée-Bissau etc.). Ces Etats en conflit permanent sont eux-mêmes en proie à des guerres intestines sanglantes où là encore, les grands requins impérialistes s'affrontent pour défendre leurs propres intérêts stratégiques à l'instar de la Grande Bretagne revenue en force sur son ex-colonie de Sierra Leone. Dans une situation de tensions et de conflits ouverts tous azimuts sur le territoire africain et actuellement dans sa partie occidentale, centre de gravité actuel des rivalités impérialistes, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne notamment, sont les vecteurs principaux de la barbarie engendrée par le capitalisme en décomposition.

SB (27 octobre)

ATTENTATS DE L'ETA EN ESPAGNE

Le terrorisme n'a rien à voir avec la classe ouvrière

L'étouffante campagne anti-terroriste de cet été, outre d'acculer et de faire fléchir le nationalisme basque, vise à donner plus de lustre à l'Etat "démocratique" aux yeux des travailleurs. Le bruit sur les attentats et sur la lutte de la "démocratie" contre les "nazis de l'ETA" permet d'occulter les bas salaires, la précarité, les quelques 1000 morts dans des accidents de travail, la brutalité policière contre les immigrants, et autres attaques, qui sont justement l'oeuvre des "démocrates". Sous leur masque hypocrite et leur verbiage rebattu sur les droits de l'homme, ils constituent en réalité l'expression sophistiquée de la dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière.

Le prolétariat doit lutter contre toutes les bandes en conflit

L'histoire du 20e siècle nous démontre la fausseté de leurs arguments. Nombreux sont les organisations et les personnages qui étaient catalogués par la bourgeoisie démocratique comme terroristes, qui ont été transformés en institutions et leaders respectables : tels sont les cas d'Arafat et de l'OLP, de Gerry Adams et de l'IRA, d'Hugo Chavez aujourd'hui président du Venezuela, de beaucoup des hommes politiques israéliens... Le terrorisme et les organisations terroristes, en tant que fractions

nationalistes, appartiennent à la bourgeoisie qui, comme classe minoritaire dans la société se sert de ces instruments pour maintenir son exploitation et sa domination. Mais le terrorisme est aussi l'expression de la petite-bourgeoisie qui réagit de manière désespérée face à son absence d'avenir. Au contraire, la classe ouvrière est la seule classe dans l'histoire qui soit classe exploitée et classe révolutionnaire à la fois. Elle est la seule qui soit capable de sauver toute l'humanité car sa libération implique la libération de l'humanité entière. Ainsi, sa force réside uniquement dans son unité et dans sa conscience, et dans la place irremplaçable qu'elle occupe dans le processus de production. Ses luttes aux 19e et 20e siècles se sont appuyées sur la grève de masse et ses tentatives révolutionnaires se sont basées sur les Conseils ouvriers qui aspirent à unifier tous les travailleurs et toutes les couches sociales non-exploiteuses. Bien sûr, la prise du pouvoir par le prolétariat exige de sa part une insurrection, c'est-à-dire une lutte violente, mais cette violence collective et de masse, à partir de l'action commune de tous les exploités, est une violence libératrice, aux antipodes des différentes facettes de la violence bourgeoise, fondamentalement destructrice. Elle n'a rien à voir avec la terreur de l'Etat, la barbarie de l'armée, ni avec les attentats des bandes terroristes (1).

Les jeunes ouvriers doivent rejeter l'embrigadement derrière le nationalisme "radical" ou derrière l'Etat espagnol

Le Pays basque a été très affecté par la crise économique et le démantèlement industriel (surtout dans la sidérurgie et les chantiers navals) qui a provoqué un taux de chômage important. Beaucoup de jeunes fils d'ouvriers, condamnés au chômage et sans perspective, ont été enrôlés par le nationalisme "radical" de l'ETA-HB et lancés dans l'aventure des manifestations violentes. Les plus manipulés et fanatisés ont été sélectionnés pour les "actions militaires" (les attentats).

L'appât utilisé par les nationalistes radicaux est leur "projet de libération nationale et sociale du Pays basque". Selon eux, le chômage, la précarité, l'absence d'avenir sont dus à la "soumission du Pays basque à l'Etat espagnol". La solution à tous les problèmes serait l'indépendance. Il s'agit là d'une utopie réactionnaire comme on a pu le constater avec les "nouveaux Etats" surgis de l'explosion de l'ancienne Union soviétique. Dans ces pays, le chômage, la misère, le chaos, n'ont pas été résolus. Ils se sont aggravés.

(SUITE PAGE 6)

Réponse à "Daad en Gedachte"

En novembre 1999, le CCI organisait à Amsterdam une réunion publique sur le thème : " Le Communisme de Conseils, un pont entre marxisme et anarchisme ? " (1). L'occasion en avait été fournie par la sortie de deux publications qui constituaient une tentative claire d'amalgamer l'héritage de la Gauche germano-hollandaise à l'anarchisme et à la mouvance libertaire (2). L'auteur de ces publications, Tom Geurtsen, invité à venir défendre publiquement ses positions, déclina l'offre pour des raisons qu'il ne pouvait ou ne voulait pas dire clairement. Nous avons également invité Cajo Brendel,

Bonjour,

En réponse à votre invitation à la réunion publique avec discussion, je vous fais part que je n'ai pas l'intention de m'y montrer. Je ne suis pas d'accord avec vos conceptions, et je ne suis absolument pas un anarchiste. Que dans le recueil cité par vous (Communisme de Conseils et lutte autonome) l'opinion serait défendue que " le communisme de conseils semble présenter de grandes similitudes avec l'anarchisme " est totalement incorrect, pour rester amical.

Pour moi, cette affirmation est une preuve de plus, soit que vous ne savez pas lire, soit que vous ne voulez pas lire, et que vous détournez chaque fois à nouveau ce que les autres ont dit ou écrit, de façon à ce que cela vous convienne pour une discussion ou une critique.

Je ne défends pas la position que le communisme de conseils serait "un pont entre l'anarchisme et le marxisme". Les anarchistes n'ont rien compris à la méthode que Marx appliquait à ses analyses, ni à la dialectique ou à ce qu'est le marxisme.

D'après ce que je comprends de votre lettre, vous rejetez aussi tout lien entre la Gauche hollandaise et le communisme de conseils d'une part, et la mouvance libertaire et l'anarchisme d'autre part. Mais cela ne veut pas dire pour autant que vous et moi (nous) avons les mêmes positions. Ce que vous appelez la "Gauche hollandaise", c'est le communisme de conseils à ses débuts. Vous ne tenez aucunement compte du développement des positions pour prendre en compte les changements dans la société. Mon (notre) communisme de conseils n'est par conséquent pas le vôtre.

Je communique aux camarades de mon groupe qu'une telle réunion de discus-

sion aura bien lieu le 21 novembre. Chacun d'eux n'a qu'à savoir ce qu'il fait. Mais, pour autant que je les connaisse, il n'y en a pas un seul qui aurait la moindre envie de discuter avec le CCI.

Désolé de ne pas pouvoir écrire une lettre plus amicale.

Salutations,
Cajo.

Nous aussi nous regrettons que la lettre de Cajo Brendel ne soit pas plus amicale. En effet, nous estimons que même si deux organisations de la classe ouvrière ont des divergences importantes, même si elles mènent entre elles des polémiques vigoureuses (3), cela n'interdit nullement qu'il puisse (et doit exister) entre elles et entre leurs militants respectifs une fraternité de combat contre l'ennemi commun, le capitalisme. Ce que nous déplorons particulièrement, c'est que Cajo Brendel ait décidé de ne pas participer à notre réunion publique d'Amsterdam. Comme nous l'écrivions déjà au lendemain de cette réunion : " Pour notre part, nous regrettons vivement que les invités au débat public n'aient pas pu ou voulu être présents dans la mesure où une tribune ouverte leur était offerte pour venir défendre personnellement et publiquement leurs positions. Ceci vaut particulièrement pour Cajo Brendel et les conseillistes du groupe Daad en Gedachte qui dénoncent périodiquement la distorsion par le CCI de leurs positions. L'occasion était belle de confondre publiquement et explicitement les altérations et les mensonges allégués du CCI, de démontrer que ces accusations ne sont pas des inventions pour éviter de mener le débat de fond sur les véritables apports de la Gauche hollandaise à la lutte ouvrière aujourd'hui. " (Internationalisme n° 259)

dernier représentant vivant de la Gauche germano-hollandaise, membre du groupe conseilliste *Daad en Gedachte*, et qui avait largement collaboré à la publication en question. Contrairement à Tom Geurtsen, Cajo Brendel a expliqué la raison de son absence et nous a aussi envoyé une prise de position sur la question débattue. Nous avons porté la lettre à la connaissance de la réunion et nous la publions aujourd'hui dans notre presse, accompagnée d'un bref commentaire.

Pour nous, fidèles en cela à toute l'expérience du mouvement ouvrier, le débat entre révolutionnaires, la confrontation ouverte des positions et des arguments, constituent les conditions indispensables à la clarification des questions qui se posent à la classe et une contribution de premier plan à la prise de conscience du prolétariat. Aussi, lorsque Cajo Brendel nous dit que " il n'y en a pas un seul (des camarades de son groupe) qui aurait la moindre envie de discuter avec le CCI " (et lui aussi semble partager cette attitude), nous estimons que c'est très dommageable, non seulement pour le milieu révolutionnaire, mais pour le combat général de la classe ouvrière. Et c'est d'autant plus dommage qu'au cours de cette réunion nous aurions eu l'occasion non seulement de confronter clairement nos désaccords mais également de faire ressortir ce qui constitue nos points de convergence et notamment la référence commune à la méthode marxiste et notre rejet commun de l'idéologie anarchiste.

En ce sens, même si nous regrettons le refus de participer à notre réunion publique qui est contenu dans la lettre de Cajo Brendel de même que les arguments employés pour justifier ce refus, nous considérons comme extrêmement

positifs et importants les passages suivants :

- (...) " je ne suis absolument pas un anarchiste "

- " Je ne défends pas la position que le communisme de conseils serait " un pont entre l'anarchisme et le marxisme ". Les anarchistes n'ont rien compris à la méthode que Marx appliquait à ses analyses, ni à la dialectique ou à ce qu'est le marxisme "

Cette démarcation nette de Cajo Brendel et des communistes de conseils par rapport à l'anarchisme et la distinction claire qu'ils opèrent entre marxisme et anarchisme constituaient justement l'enjeu central du débat d'Amsterdam. En effet, si depuis l'effondrement de l'ex-bloc de l'Est et les campagnes sur la "mort du communisme", le marxisme est souvent assimilé au fossoyeur du mouvement révolutionnaire international, le stalinisme, l'anarchisme est présenté comme le courant politique "aux mains propres". La tentative d'annexion de la Gauche germano-hollandaise et du communisme de conseils au camp anarchiste et au courant libertaire n'a dès lors d'autre but que de les neutraliser comme arme de la classe ouvrière et il est fondamental pour les révolutionnaires

de rejeter toute convergence entre ces deux courants.

Par ailleurs, le courrier confirme bien que, au delà des désaccords existant sur d'autres questions, nous nous retrouvons sur la défense du marxisme contre l'anarchisme, le rejet de " tout lien entre la Gauche hollandaise et le communisme de conseils d'une part, et la mouvance libertaire et l'anarchisme d'autre part ". Et c'est bien pour cette raison que le CCI combat la tentative de certains secteurs de l'anarchisme de récupérer le nom de Cajo Brendel en tant que dernier représentant vivant de la Gauche germano-hollandaise, une des composantes fondamentales de la Gauche communiste dont se revendique notre organisation.

La lettre de Cajo Brendel constitue de fait un net rejet de cette tentative de récupération et nous nous en félicitons.

(1) Concernant l'introduction à cette réunion, le contexte et un bref résumé de la discussion, voir "Débat public à Amsterdam : le communisme de conseils n'est pas un pont entre le marxisme et l'anarchisme", *Internationalisme* n° 259.

(2) Voir notre article : "Brochure *Communisme de Conseils et lutte de classe autonome* : Le communisme de conseils n'est pas un 'socialisme libertaire'", dans *Internationalisme* n° 256.

(3) Pour notre part, nous n'avons jamais tu nos critiques à *Daad en Gedachte* ni fuit la polémique avec ce groupe, comme par exemple dans notre livre "La gauche hollandaise", pp. 276-279.

SALAIRES...

(SUITE DE LA PAGE 3)

cause de la hausse actuelle et prévisible des prix des autres marchandises, mais bien plutôt le premier signe du retour d'une spirale inflationniste qu'on n'avait plus connue depuis près de 20 ans. Tous les gouvernements bourgeois savent qu'il va leur falloir compter avec cela, notamment face à la classe ouvrière. En vérité, ce qu'on nous présente comme la "juste revendication d'une part du gâteau de la croissance" de la part des salariés est un leurre. En fait, si la classe dominante est effectivement prête à lâcher quelques miettes, c'est parce qu'elle sait parfaitement que les hausses de salaires consenties seront très rapidement "mangées" par les augmentations des prix. Là encore, afin de ne pas risquer que cette nouvelle accélération de la crise ne rende l'accumulation de colère trop incontrôlable, la bourgeoisie et son gouvernement ne font que prendre les devants.

La classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire. Le capital ne lui fera jamais de cadeau. Au contraire, elle subit quotidiennement des attaques de plus en plus féroces contre ses conditions de travail et son niveau de vie. Pour se défendre et afin de pouvoir développer ses luttes, elle ne peut faire confiance ni à l'Etat bourgeois ni à ses flics dans les entreprises que sont les syndicats. Ce sont leurs exploiters au même titre que les patrons. C'est uniquement dans la lutte résolue, unie et intransigeante contre tous ces ennemis et leurs pièges (surtout quand ils prétendent prendre des mesures "sociales") et en ne comptant que sur ses propres forces que le prolétariat pourra créer un rapport de forces capable de mettre en cause la logique d'exploitation implacable du capitalisme.

PE (28 octobre)

ATTENTATS DE L'ETA EN ESPAGNE

(SUITE DE LA PAGE 5)

Cette vision capitaliste et sans issue comme celle des rivaux "pro-espagnols", et qui se prétend "anti-système" est accompagnée de la réalisation d'actions violentes : incendies de banques, attaques contre des individus "pro-espagnols", renversement d'autobus, etc. La violence et la provocation sont exaltées au point d'apparaître comme quelque chose de "radical" et de "révolutionnaire" en soi et pour soi, alors qu'elles sont au service d'une politique aussi bourgeoise et réactionnaire que celle des pro-espagnols défendant la constitution et le Statut de Guernica (2).

De cette manière, les ouvriers au Pays Basque sont soumis à un bombardement écrasant pour choisir entre des fausses alternatives : les jeunes écoeurés par le chômage et le manque de perspectives sont poussés à choisir entre l'action violente au service de l'idéologie capitaliste de la "libération nationale" ou bien les manifestations pour "la loi et l'ordre" de ceux "d'en face". Pour leur part, les ouvriers plus âgés, terrorisés par la violence absurde et les provocations des jeunes nationalistes, sont entraînés par les "démocrates" dans la "lutte pour la vie et la liberté" contre les violences des "nazi-terroristes".

Mais pour occuper au mieux le terrain, le gouvernement a sorti une réforme législative (dans le code pénal sur le droit des mineurs) qui suppose un durcissement de la répression contre les jeunes attrapés dans les "mobilisations" du nationalisme "radical". Ainsi, ces jeunes se voient pris entre deux feux : la pression morale, l'encadrement politique et l'enrôlement comme chair à canon pour le terrorisme de l'ETA et,

d'autre part, le terrorisme de l'Etat central avec ses mesures d'exception (3).

La classe ouvrière du Pays basque a été durant les années 70 et 80 à l'avant-garde des luttes du prolétariat en Espagne. Souvenons-nous comme exemples parmi les plus significatifs des luttes de Vitoria en 1976 et d'Euskalduna en 1984. Seul le développement des luttes ouvrières, c'est-à-dire en défense des conditions de vie et de travail, rejetant l'encadrement dans les mobilisations "démocratiques" et nationalistes des différentes fractions de la bourgeoisie, pourra aider à rompre ce piège abject, ce matraquage pour choisir entre des plats empoisonnés.

Pour contribuer au surgissement de ces luttes, nous, révolutionnaires, appuyons de toutes nos forces tous les camarades qui défendent les positions de l'internationalisme et d'autonomie politique du prolétariat contre les trois nationalismes : l'espagnol, le basque modéré et le basque radical.

D'après *Acción Proletaria* n°154.

(1) voir dans la *Revue Internationale* n°14 et 15 notre position sur La terre, le terrorisme et la violence de classe.

(2) Précisant le statut du Pays Basque espagnol.

(3) Comme le montre l'expérience historique, ces mesures finissent toujours sur le long terme par être utilisées et dirigées contre les luttes de la classe ouvrière et contre ses minorités révolutionnaires.

Lisez les brochures du CCI



Courant Communiste International

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

**Moyen-Orient, Afrique...
la barbarie capitaliste se déchaîne**

LYON : le samedi 18 novembre à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 4 novembre de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

PARIS : le samedi 18 novembre à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 3 novembre à 20 h30.

Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 18 novembre à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^c-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6, pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre Cst La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie - 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue - 15, rue Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^e).

MARTIGUES : Librairie

Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du Gst-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14^e). La Brèche - 8, rue de Romainville (19^e, M^oTelegraphe). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd Mst-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC-81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

LILLE

Permanence le samedi 25 novembre à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 12 novembre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 18 novembre de 18h à 21h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence

>le samedi 4 novembre, 6 janvier de 18h30 à 21h (à la suite de la réunion publique ou rendez-vous à partir de 18h15 à la sortie du métro Chartreux)

Vente de la presse les samedis 4 novembre et 16 décembre de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi - 25 novembre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 4 novembre et 16 décembre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 3 décembre de 11 h à 12h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 8 décembre, à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 5, 12, 19 et 26 novembre de 11h à 12h30, au marché aux Pucés (place St-Semin), et le dimanche 19 novembre de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 18 novembre à 18h et le samedi 9 décembre à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300, Aboulafia (Tours) : 400.

Marseille : Permanence du 29 avril : Mir: 100, Jason: 50.

Réunion publique du 24 juin : Jesus : 100, Luis: 50.

Réunion publique du 23 septembre : Homman: 30, Luis: 40, Mir: 80, Jesus: 100.

Nantes : Réunion publique du 16 septembre : Julie: 200, H: 300.

Tours : Permanence du 23 septembre : G: 300, Aboulafia: 400.

Paris : Permanence du 7 octobre : Lio: 40, AI: 30.

Permanence du 21 octobre : AI: 100, Lio: 200.

Toulouse : Permanence du 8 septembre : Christ: 50, Co: 10.

Réunion publique du 22 septembre : DA: 50, AM: 100, J: 70, Ch: 150.

Total : 3250

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International

4e trimestre 2000

Revue Internationale

A L'AUBE DU 21E SIECLE...
Pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme (1)

DERNIERE HEURE : LA "REVOLUTION SERBE"
Une victoire de la bourgeoisie, pas de la classe ouvrière

POLOGNE 1980
Des leçons toujours valables pour la lutte du prolétariat mondial

DOCUMENT (BILAN N°10-11, 1934)
Crises et cycles dans l'économie du capitalisme agonisant, II

L'ASSASSINAT DE TROTSKY EN 1940
Trotsky est tombé parce qu'il était un symbole pour la classe ouvrière

DÉBAT AVEC LE BIPR
La vision marxiste et la vision opportuniste dans la politique de la construction du parti

103

3 Euros- 20 FF- 100 FB- 5 FS

La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

"Plein emploi" ou chômage masqué ?

Nous publions ici des extraits d'un article traduit d'*Acción Proletaria* n° 153 (juillet 2000), organe du CCI en Espagne. Contrairement à ce que nous racontent ceux qui gouvernent, le chômage est devenu un phénomène permanent, croissant et structurel des trente dernières années partout dans le monde, ce qui est une situation sans précédent dans l'histoire du capitalisme (1). Nous allons détailler quelques-unes des mesures avec lesquelles les Etats ont réussi à ralentir, diluer et, en fin de compte, masquer cette terrible réalité historique.

Ces mesures économiques, idéologiques et politiques ont pour objectif essentiel d'entraver la prise de conscience de la classe ouvrière que la perspective est celle de l'exclusion totale ou partielle du processus productif d'une masse grandissante d'ouvriers que le capita-

lisme, à son corps défendant, ne peut plus intégrer ni exploiter. C'est là une expression brutale de son incapacité à assurer un avenir aux générations présentes et futures et de sa faillite historique.

Comment a-t-on masqué l'augmentation du chômage depuis le milieu des années 90 ?

Au début de l'année 1994, face à une nouvelle augmentation vertigineuse du chômage, particulièrement chez les jeunes, et du nombre de chômeurs de longue durée, le groupe des pays les plus industrialisés (G7) décida de lancer un "Plan mondial contre le chômage" sous la houlette du gouvernement Clinton (2). Entre les mesures adoptées, relevons-en d'abord une très importante qui n'a cessé de se généraliser et de se perfectionner tout au long de la décennie et partout dans le monde : celle de la flexibilité du travail. S'appuyant sur les "succès" de la lutte contre le chômage du "modèle" anglo-saxon (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Canada), on a essayé de convaincre les ouvriers, surtout en Europe, que le chemin emprunté par ces pays (celui de la "mobilité" et du "roulement" dans le poste de travail) était le seul qui donnait des résultats et que, par conséquent, il fallait se sacrifier pour "en finir avec le chômage". On nous a répété que l'idée du travail à vie disparaissait dans "la nouvelle ère de la mondialisation" et que le changement constant de poste de travail s'imposait afin de ne pas "s'ankyloser" et être en "renouvellement" permanent. Cette idéologie ne sert qu'à occulter le fait que le capitalisme est incapable d'en finir avec le problème du chômage, car cette "fautive flexibilité de l'emploi se traduit dans les faits par une sorte de partage du chômage (...) D'après un récent sondage, parmi les personnes qui ont un travail aux Etats-Unis, 40% ont déclaré craindre de le perdre dans l'année qui vient. Les emplois créés le sont, pour l'essentiel, dans le secteur tertiaire (c'est-à-dire dans le secteur improductif). 30 millions de personnes, soit 25% de la population active américaine, sont en dehors du circuit normal

de l'emploi, c'est-à-dire vivent directement sous la pression du chômage". (3) Egalement, la "création d'emplois" a supposé que "la majorité des emplois créés sont des emplois à temps partiel, dont, pour beaucoup, non choisis. Selon l'inspection du travail, 43% des emplois créés entre l'hiver 1992-93 et l'automne 1996 correspondaient à un temps partiel. Presque un quart des 28 millions de travailleurs est embauché pour un emploi de ce type." (4)

Ces mesures, qui sont en réalité une attaque sur les conditions de vie et de travail déguisée en "solution au problème du chômage" ont permis à tous les gouvernements du monde industrialisé de réduire considérablement les taux officiels du chômage et, à la différence des années 80 et du début des années 90, "d'organiser" autrement le chômage dans chaque pays. De fait, les gouvernements ont établi une stratégie pour détruire systématiquement ce qui fut une conquête ouvrière de la fin du 19e siècle : le contrat à durée indéterminée, contrat qui fut institutionnalisé pendant les années 20-30 (conventions collectives) et qui s'est généralisé après la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi que dès la fin des années 80, ce type de contrat stagne, ouvrant la voie, partout, au développement du travail précaire et du temps partiel lequel, selon les statistiques, se situe entre 18 et 20% dans les pays industrialisés.

L'Espagne est un des exemples type de l'application de cette politique. Avec un des taux de chômage les plus élevés d'Europe, voilà que grâce à la mise en pratique des mesures sur l'emploi de son ami Tony Blair, Aznar réussit, début 2000, à présenter des taux de chômage semblables à ceux des années 80, c'est-à-dire moins de 10%.

Cette "nouvelle stratégie" face au chômage permet de mieux masquer sa gravité : "Un meilleur indicateur du travail est le taux de l'emploi, c'est-à-dire le pourcentage de la population en âge de travailler qui occupe un poste de travail. En ce sens, les chiffres parlent d'eux-mêmes : en Espagne, malgré l'intense création d'emplois des cinq dernières années, seulement 55% de la population de 16 à 64 ans est occupée." ("Quand l'emploi est-il du plein emploi ?", *El País*, 11 juin 2000)

Cette politique favorise le traficotage des statistiques, en masquant le fait que "8,5 millions d'Espagnols gagnent moins de 35 000 pesetas (1400 francs) par mois et que quatre pauvres sur cinq vivent en milieu urbain. Presque la moitié des pauvres des villes moyennes et petites ne dépasse pas l'âge de 25 ans. Avoir un travail ne garantit pas aux jeunes de se sauver de la pauvreté, car, contrairement aux aînés, ils ne dépendent pas du système de protection sociale, mais du marché du travail, lequel peut aussi bien les prendre que les rejeter." (*El País*, 5 avril 2000). C'est ce qui permet au gouvernement de parler avec la pire hypocrisie de la perspective du "plein emploi" à court terme, alors que la réalité est faite de précarité, de travail à temps partiel et de plus grandes doses de misère.

Il s'agit d'une organisation dirigée par l'Etat visant à ballotter les prolétaires d'une entreprise à l'autre, avec une moyenne de séjour par entreprise d'une année, avec des contrats de trois à six mois applicables à tous les secteurs de la production et dans n'importe quelle entreprise quelle que soit sa taille. Ce "plein emploi" que prétendent atteindre en 2010 les bourgeoisies européennes n'est en fait définitivement admis que comme un "plein emploi relatif" dans le cadre de la prétendue "modernisation du modèle social" avec des taux de chômage officiels de 6 à 8% (5).

Ce travestissement politique du chômage, qui s'accompagne d'une attaque généralisée sur tous les aspects de la vie ouvrière, est pratiqué par tous les gouvernements, qu'ils soient "anglo-saxons" ou pas, de droite ou de gauche. Ainsi le gouvernement français de la "gauche plurielle" montre qu'il n'a rien à envier à Blair, Aznar ou Clinton. "La France est le pays développé qui a organisé la pression la plus forte sur les salaires. L'origine de cette situation doit être cherchée dans les politiques sur le chômage qui ont fait diminuer de 7% la masse salariale en quinze ans." (*Le Monde Diplomatique*, février 2000)

À côté de l'utilisation permanente et sans limite de la précarité et de la flexibilité, on a développé plusieurs mesures complémentaires pour renforcer ce partage du chômage. De ces mesures, il faut relever, en premier lieu, le développement du travail "à son compte" et du télétravail. La bourgeoisie a ainsi sorti du magasin d'accessoires l'idéologie de "l'entrepreneur" : "Crée ta propre entreprise pour te donner du travail à toi-même." La bourgeoisie pousse ainsi des jeunes et des moins jeunes ouvriers à se lancer dans des aventures sans lendemain (mais avec des masses de dettes à la clé) dont seulement 15% d'entre eux peuvent survivre péniblement au bout de cinq ans. On les embobine avec des subventions en trompe-l'oeil qui couvrent tout au plus un an et demi de sécurité sociale et l'on voit ces ouvriers, abusés par l'idée allégrement répandue

d'être "son propre patron", travailler plus d'heures que leur montre ne peut en contenir et dans une concurrence directe avec d'autres ouvriers dans la même situation.

Concernant le télétravail, on peut affirmer qu'elle est une forme de sous-emploi qui occupe déjà plus de 30 millions de personnes dans le monde (20 millions aux USA : 15% de la population active ; 9 en Europe : 6% ; 3 au Japon : 8%). La plupart d'entre elles sont intégrées dans le personnel à temps partiel et l'objectif des Etats est de mettre au télétravail d'ici 2010 entre 30% et 50% de la population active.

L'incitation à la création de sa propre entreprise et au télétravail ne sont pas autre chose que des formes "modernes" et "créatives" de cacher le chômage en créant une couche de sous-employés qui accentue le chômage et la misère.

Des stages de formation bidon aux vraies réductions des allocations...

Avec ces deux mesures, il y en a d'autres de moindre importance, mais avec un impact réel pour occulter ou réduire les vrais chiffres du chômage : les contrats de stage pratique, les bourses d'initiation et autres "actions de formation pour l'entreprise". Un nombre important d'étudiants -aussi bien des élèves de formation professionnelle que des étudiants d'université- sont guidés vers ces formes de travail dissimulés avec des salaires dérisoires (s'il y a un salaire !) et généralement dans des conditions déplorables. La durée de ces activités peut aller jusqu'à trois ans, ce qui est encore une manière de masquer le chômage, puisque ces personnes ne figurent pas dans les statistiques. En Espagne, il y a plus d'un demi-million d'étudiants par an engagés dans de tels types d'emploi.

Une autre mesure, adoptée par plusieurs gouvernements, espagnol, français et britannique entre autres, concerne les prétendues "politiques actives de lutte contre le chômage", autrement dit, les obligations que doivent remplir les chômeurs s'ils ne veulent pas que leurs allocations, de plus en plus maigres, ne soient encore plus réduites dans le temps et en quantité.

Les stages de recyclage et de formation, l'obligation d'étoffer le *curriculum vitae*, les stages d'insertion, toutes ces inventions, tout en donnant l'impression d'apporter de nouvelles connaissances, ne font que faire passer le temps à de vrais chômeurs dans des activités qui, dans la majorité des cas, ne sont d'une utilité ni personnelle ni professionnelle.

... et autres mesures pour "assainir" les listes du chômage

Enfin, nous devons aussi envisager les mesures proposées par les systèmes de préretraite qui, appliquées surtout entre les années 1985 et 1995, ont rayé des listes de chômage un nombre important de travailleurs entre 42 et 53 ans, considérés non pas en tant que chômeurs qu'ils étaient, mais en tant que retraités qu'ils n'étaient pas.

A tous ces mécanismes, mesures et politiques mis systématiquement en place dans les pays industrialisés par les troïkas gouvernement-patronat-syndicats, il faut ajouter les manipulations

statistiques. Cela se voit dans "la différence entre le nombre de chômeurs fourni par le gouvernement espagnol, 9%, et celui de l'agence Eurostat qui, pour la même période, donne le chiffre de 14,3%" (*El Mundo*, 9 juillet 2000). Ceci n'est ni une nouveauté, ni une "spécialité" espagnole. C'est le gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne qui est devenu l'exemple à suivre dans la manipulation des statistiques du chômage, en changeant au gré des nécessités du moment les critères de comptage.

(SUITE PAGE 3)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.